



DUC

**Société anonyme au capital de 12 053 004.60 €
Siège social : Grande Rue - 89770 CHAILLEY
722 621 166 - RCS JOIGNY**

**ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2003
DEPOSE AUPRES DE
L'AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS
LE 4 NOVEMBRE 2004 SOUS LE N° D 04-1496**

La présente actualisation du document de référence 2003, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 novembre 2004 et portant le n° D 04-1496, a été déposée le 4 novembre 2004 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sous le n° D 04-1496A01.

SOMMAIRE

1. RESPONSABLES DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DU CONTRÔLE DES COMPTES	3
1.1 Responsable du document de référence	3
1.2 Attestation du responsable du document de référence	3
1.3 Responsables du contrôle des comptes	3
1.4 Attestation des commissaires aux comptes sur l'actualisation du document de référence	3
1.5 Responsable de l'information financière	4
2. PATRIMOINE – SITUATION FINANCIERE – RESULTATS AU 30 JUIN 2004	5
2.1 Rapport d'activité du 1 ^{er} semestre 2004	5
2.2 Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés	6
2.3 Comptes semestriels consolidés au 30 juin 2004	7
3. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR DE LA SOCIETE DUC ET DU GROUPE	24

1. RESPONSABLES DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DU CONTRÔLE DES COMPTES

1.1. Responsable du document de référence

Joël MARCHAND, Directeur général

1.2. Attestation du responsable

« A ma connaissance, les données de la présente actualisation du document déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la société DUC ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Fait à Chailley, le 3 novembre 2004

Joël MARCHAND
Directeur Général

1.3. Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

Monsieur Michel BACHETTE-PEYRADE
194 rue de Rivoli - 75011 Paris

Mandat attribué le 1^{er} septembre 2000 – expiration du mandat : assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005

Cabinet MAZARS & GUERARD
Représenté par Thierry JANUS
34-36 bd de la Paix - 51000 Reims

Mandat attribué le 20 décembre 1995 et renouvelé le 15 mai 2001 – expiration du mandat : assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006

Commissaires aux comptes suppléants

Cabinet SYNERGIE-AUDIT
22 boulevard de Stalingrad – 92320 Châtillon

Mandat attribué le 1^{er} septembre 2000 – expiration du mandat : assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005

Monsieur Denis GRISON
Le Vinci – 4 allée de l'Arche – 92075 Paris La Défense

Mandat attribué le 15 mai 2001 – expiration du mandat : assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006

1.4. Attestation des commissaires aux comptes

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Duc et en application du règlement COB 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques donnés dans le document de référence 2003 et son actualisation des données au 30 juin 2004.

Ces documents ont été établis sous la responsabilité de Monsieur Joël Marchand, Directeur Général. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'ils contiennent portant sur la situation financière et les comptes.

Le document de référence a fait l'objet d'un avis de notre part en date du 20 octobre 2004, dans lequel nous avons conclu que, sur la base des diligences effectuées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentés dans le document de référence.

A la demande de l'Autorité des Marchés Financiers, la société DUC a complété son document de référence par une actualisation des données au 30 juin 2004, éléments sur lesquels porte notre attestation.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France :

- à vérifier qu'il n'est pas survenu d'événements postérieurs à la date de notre avis rappelé ci-dessus, de nature à remettre en cause la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes et n'ayant pas fait l'objet d'une actualisation, contenues dans le document de référence,

- à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentées dans l'actualisation et à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport de notre part. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans cette actualisation, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission, étant précisé que cette actualisation ne contient pas de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2003, 2002 et 2001 arrêtés par votre conseil d'administration, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France et ont été certifiés sans réserve ni observation.

Les comptes semestriels consolidés établis sous la responsabilité du conseil d'administration et couvrant la période du 1^{er} janvier 2004 au 30 juin 2004 ont, pour leur part, fait l'objet d'un examen limité de notre part, selon les normes professionnelles applicables en France. Notre rapport d'examen limité ne comporte ni réserve ni observation.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentés dans le document de référence et son actualisation.

Fait à Châtillon et Reims, le 4 novembre 2004

Les commissaires aux comptes

Michel BACHETTE-PEYRADE

MAZARS & GUERARD

Thierry JANUS

1.5. Politique d'information

Responsable de l'information :

Frédérique THOMAS

Grande Rue - 89771 Chailley cedex - Tél. : 03.86.43.55.88

2. PATRIMOINE – SITUATION FINANCIERE – RESULTATS AU 30 JUIN 2004

2.1. Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2004

Activité

Au cours du 1^{er} semestre 2004, une augmentation de capital a été réalisée, générant un apport de fonds propres de 4 920 K€ permettant la réalisation d'investissements nécessaires et importants pour le Groupe.

La grippe aviaire qui s'est déclenchée en Asie fin janvier a affecté profondément le niveau des ventes sur février et mars avec une chute de la consommation de l'ordre de 10 à 15%.

Au cours du 2^{ème} trimestre, les efforts commerciaux réalisés depuis fin 2003 sur la clientèle grossistes ont commencé à porter leurs fruits et ont permis de reprendre une légère croissance d'activité (+3.1%) par rapport à la même période de l'année précédente.

La hausse du prix des matières premières (soja, blé, maïs) a été l'un des faits marquants du 1^{er} semestre et a considérablement pesé sur les marges brutes.

Finalement le semestre s'est soldé par un chiffre d'affaires hors taxes consolidé de 58.8 millions d'euros, en hausse de 0.56 % par rapport au 1^{er} semestre 2003.

Résultats

Les comptes consolidés font apparaître un résultat d'exploitation de -1.63 million d'euros par rapport à -1.90 million d'euros pour la même période de l'année précédente.

Réalisation des investissements (en milliers d'euros)

SITES	Budget 2004	Engagés au 30/06/2004
Scea de Varennes	0	5
Nutri-Bourgogne	30	68
Charolles Accoupage (Charolles)	117	47
Drôme Accoupage (Crest)	70	46
Duc Chailley	3 021	886
Duc St Bauzély	1 327	342
Laguillaumie (Appoigny)	595	281
Siège	0	7
Informatique	380	50
TOTAL	5 540	1 732

Les investissements sont concentrés essentiellement sur le site industriel de Chailley ainsi qu'à Saint Bauzély, toujours sur les gains de productivité et la sécurité.

Les investissements du 1^{er} semestre sont financés sur fonds propres à l'exception d'une ligne de filetage sur le site de Chailley, pour un montant de 215 K€, qui est financée par crédit-bail.

Objectifs

Au cours du second semestre 2004, plusieurs objectifs majeurs doivent être atteints :

- spécialisation du site d'Appoigny en produits halal et transfert de l'activité label sur le site Chailley,

- renforcement, en compétences, du pôle commercial de DUC,
- démarrage des relations contractuelles avec la Russie (Ruby Rose Agricole ou Mosselprom),
- mise en place d'une production de poulets standards en Bourgogne,
- maintien des prix de vente pour bénéficier de la baisse des matières premières au dernier trimestre,
- consolidation du réseau rôtisseries

La réalisation de l'ensemble de ces objectifs, couplée avec l'augmentation des volumes, vont permettre d'aborder 2005 sur de bonnes bases.

2.2. Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés

En notre qualité de commissaire aux comptes et en application de l'article L.232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes intermédiaires consolidés de la société DUC, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2004 au 30 juin 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes intermédiaires consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, modérée, élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes intermédiaires ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes intermédiaires consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation à la fin de ce semestre.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes intermédiaires consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes intermédiaires consolidés.

Fait à Châtillon et Reims, le 30 septembre 2004

Les commissaires aux comptes

Michel BACHETTE-PEYRADE

MAZARS & GUERARD
Thierry JANUS

2.3. Comptes semestriels consolidés au 30 juin 2004

BILAN CONSOLIDE au 30 juin 2004 (en milliers d'euros)

ACTIF	Notes	30/06/2004 6 mois	31/12/2003 12 mois
Capital souscrit non appelé			
ACTIF IMMOBILISE			
Ecart d'acquisition			
Immobilisations incorporelles	5	143	78
Immobilisations corporelles	6	10 956	10 472
Immobilisations financières	7	1 524	1 479
Titres mis en équivalence			
Total de l'actif immobilisé		12 623	12 029
ACTIF CIRCULANT			
Stocks et encours	8	7 636	7 643
Clients et comptes rattachés	9	12 041	13 593
Autres créances	9	11 059	10 948
Valeurs mobilières de placement	10	831	385
Disponibilités		693	512
Total de l'actif circulant		32 260	33 081
Comptes de régularisation et assimilés	11	209	189
TOTAL DE L'ACTIF		45 092	45 299

PASSIF

CAPITAUX PROPRES			
Capital		12 053	9 193
Primes		4 021	2 040
Réserves consolidées		-2 669	-1 514
Résultat		-1 949	-1 160
Capitaux propres du groupe	12	11 456	8 559
Intérêts minoritaires	12	-28	-28
Provisions pour risques et charges	13	1 393	1 320
DETTES			
Emprunts et dettes financières	14	8 308	11 453
Fournisseurs et comptes rattachés	14	16 636	16 154
Autres dettes	14	7 062	7 582
Total des dettes		32 006	35 189
Comptes de régularisation et assimilés	15	265	259
TOTAL DU PASSIF		45 092	45 299

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (en milliers d'euros)

	Notes	30/06/2004 6 mois	30/06/2003 6 mois	31/12/2003 12 mois
Chiffre d'affaires net	16	58 823	58 493	115 560
Production stockée		-74	-1 126	-895
Reprises d'amortissements et provisions		26	388	453
Autres produits d'exploitation		1 293	791	913
Total des produits d'exploitation		60 068	58 546	116 031
Achats consommés		26 496	25 067	48 541
Autres achats et charges externes		21 281	21 062	42 142
Impôts et taxes		925	891	1 908
Charges de personnel	17	11 708	11 810	23 954
Dotations aux amortissements et provisions	18	1 290	1 616	3 126
Autres charges d'exploitation			1	3
Total des charges d'exploitation		61 700	60 447	119 674
RESULTAT D'EXPLOITATION		-1 632	-1 901	-3 643
Quote-part sur opérations en commun				
Produits financiers		74	59	76
Charges financières		307	394	696
RESULTAT FINANCIER	19	-233	-335	-620
RESULTAT COURANT ENT. INTEGREES		-1 865	-2 236	-4 263
Produits exceptionnels		327	1 308	1 767
Charges exceptionnelles		351	303	461
RESULTAT EXCEPTIONNEL	20	-24	1 005	1 306
Impôts sur les résultats	21	70	-267	-1 776
RESULTAT NET ENT. INTEGREES		-1 959	-964	-1 181
QUOTE-PART DES SOCIETES MEQ				
RESULTAT CONSOLIDE (avant amort. des ea)		-1 959	-964	-1 181
Dotations/reprises amort. et provisions / EA		-10	-10	-19
RESULTAT CONSOLIDE NET		-1 949	-954	-1 162
Part des minoritaires				-2
Part de la société mère		-1 949	-954	-1 160
RESULTAT PAR ACTION	25	-2 €	-1 €	-1 €
RESULTAT DILUE PAR ACTION	25	-2 €	-1 €	-1 €

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (en milliers d'euros)

	30/06/2004 6 mois	31/12/2003 12 mois
Résultat net des sociétés intégrées	-1 949	-1 162
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>		
- Amortissements et provisions	1 237	2 940
- Variation des impôts différés		-1 828
- Plus-values de cessions	168	362
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	-544	312
Transfert de charges	-9	-222
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	1 412	1 311
<i>Flux net de trésorerie généré par l'activité</i>	859	1 401
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
- Acquisition d'immobilisations incorporelles	-85	-64
- Acquisition d'immobilisations corporelles	-1 730	-2 174
- Acquisition d'immobilisations financières	-145	-5
- Cession d'immobilisations	248	452
- Encaissements et décaissements sociétés acquises		
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</i>	-1 712	-1 791
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
- Augmentation de capital en numéraire	4 841	
- Variation nette des dettes financières	-419	-1 092
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</i>	4 422	-1 092
FLUX NET DE TRESORERIE	3 569	-1 482
Trésorerie d'ouverture	-7 188	-5 706
Trésorerie de clôture	-3 619	-7 188

ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES AU 30 JUIN 2004

(Les chiffres de l'annexe sont exprimés en K€)

Note 1 : Faits majeurs de l'exercice

Au cours du 1^{er} semestre 2004, une augmentation du capital de DUC a été réalisée, générant un apport de fonds propres de 4 920 K€ permettant la réalisation d'investissements nécessaires et importants pour le Groupe.

La grippe aviaire qui s'est déclenchée en Asie fin janvier a affecté profondément le niveau des ventes sur février et mars avec une chute de la consommation de l'ordre de 10 à 15%.

Au cours du 2^{ème} trimestre, les efforts commerciaux réalisés depuis fin 2003 sur la clientèle grossistes ont commencé à porter leurs fruits et ont permis de reprendre une légère croissance d'activité (+3.1%) par rapport à la même période de l'année précédente.

La hausse du prix des matières premières (soja, blé, maïs) a été l'un des faits marquants du 1^{er} semestre et a considérablement pesé sur les marges brutes.

Finalement le semestre s'est soldé par un chiffre d'affaires hors taxes consolidé de 58.8 millions d'euros, en hausse de 0.56 % par rapport au 1^{er} semestre 2003.

Au 30 juin 2004, l'actionariat de DUC est réparti de la manière suivante :

FINANCIERE DUC	62.33 %
VERNEUIL PARTICIPATIONS	22.45 %
Sous-total Groupe Verneuil	84.78 %
PUBLIC	13.41 %
Auto-détention	1.81 %

Il est à noter que la société Verneuil Participations, qui fait partie du groupe Verneuil, bénéficie d'un prêt de 807 797 actions Duc qui lui a été consenti par la société Financière Duc, dont le capital est détenu à 99.99 % par Verneuil Finance.

Note 2 : Principes, règles et méthodes comptables

2.1. Méthodes de consolidation

2.1.1. Généralités

Les comptes consolidés ont été établis en conformité avec les principes comptables définis par la 7^{ème} Directive Européenne et les dispositions applicables en France (Règlement CRC 99-02).

2.1.2. Modalités d'établissement des comptes du Groupe

2.1.2.1. Règles et méthodes de consolidation

Les sociétés contrôlées de manière exclusive directement ou indirectement par la société DUC sont consolidées par intégration globale. Il n'y a pas de société intégrée proportionnellement ou mise en équivalence.

2.1.2.2. Date de clôture des comptes

Les comptes consolidés sont établis sur la base des comptes sociaux au 30 juin. Toutes les sociétés ont un exercice qui commence le 1^{er} janvier et se clôt le 30 juin à l'exception de la société créée au cours de l'exercice :

ROTISSERIE DUC CHALON SUR SAONE : son exercice commence le 15/03/2004 et se clôt le 30/06/2004.

2.1.2.3. Impôts différés

Les impôts différés sont constatés selon les différences résultant d'une opération passée et appelées à ou susceptibles de se manifester à l'avenir par une différence entre les résultats comptable et fiscal. Ils sont calculés par taux d'imposition et par application de la méthode du report variable. Le taux retenu est le dernier voté soit 34.1/3%.

Des actifs d'impôts différés ne sont inscrits au bilan que dans la mesure où la société concernée a l'assurance raisonnable de les récupérer au cours des années suivantes.

Les impôts différés liés à des reports déficitaires ont été comptabilisés par prudence en fonction de leur probabilité de récupération.

2.1.2.4. Ecarts d'acquisition

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont portés à l'actif du bilan au poste « Ecarts d'acquisition » et amortis linéairement sur une durée maximale de 20 ans.

Les écarts d'acquisition négatifs sont portés au passif du bilan en provisions pour risques et charges et repris linéairement sur une durée maximale de 20 ans.

L'entrée dans le périmètre de consolidation de la société LAGUILLAUMIE (anciennement dénommée VOLABAT) acquise le 27/12/2000 moyennant le prix de 686 K€ a généré un écart d'acquisition négatif de 382 K€ amorti linéairement sur une période de 20 ans.

2.2. Méthodes d'évaluation

2.2.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou à leur valeur d'apport.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les principales durées retenues sont :

Concessions, brevets, licences	2 à 5 ans linéaire
Fonds de commerce	10 ans linéaire
Autres immobilisations incorporelles	4 à 5 ans linéaire

Il n'y a pas de frais de recherche et développement immobilisés.

2.2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou à leur valeur d'apport.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les principales durées retenues sont :

Constructions	15 à 20 ans linéaire
Installations et agencements	7 à 10 ans linéaire
Matériel et outillage	5 à 7 ans linéaire ou dégressif 5 à 6 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans linéaire
Autres immobilisations corporelles	5 ans linéaire

Le crédit-bail immobilier dont le groupe est titulaire fait l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés.

2.2.3. Participations, autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires ou la valeur d'apport.

Une provision pour dépréciation est constituée notamment lorsque cette valeur s'avère supérieure à la quote-part de la société dans les capitaux propres retraités de la filiale ou participation sauf si les résultats et perspectives font prévoir un rétablissement de ces capitaux propres.

2.2.4. Valeurs mobilières de placement

Les actions sont évaluées au cours du jour correspondant à la date de clôture de l'exercice et l'évaluation des SICAV est faite au prix d'achat.

Une provision est inscrite si le cours des actions au jour de clôture de l'exercice est inférieur à la valeur d'achat.

2.2.5. Stocks

Les stocks de matières consommables, pièces détachées et emballages sont évalués selon la méthode F.I.F.O.

Les stocks de produits intermédiaires sont évalués selon la méthode du prix de revient et les stocks de produits finis au prix du marché décoté.

Les stocks font l'objet d'une dépréciation lorsque le montant brut est supérieur au cours du jour ou à la valeur de réalisation. Cette dernière est estimée en déduisant de la valeur du marché les charges directes de commercialisation qui restent à engager pour distribuer le produit.

2.2.6. Créances

Les créances sont enregistrées pour leur valeur nominale ou leur valeur d'apport.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque le recouvrement de la créance est compromis.

2.2.7. Disponibilités

Les liquidités disponibles ont été évaluées à leur valeur nominale.

2.2.8. Indemnités de départ en retraite

Les indemnités de départ en retraite du groupe sont calculées sur la base d'une actualisation des droits acquis par les salariés prenant en compte un coefficient de mortalité et de rotation ainsi que l'évolution des salaires.

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite fait l'objet d'une provision pour risques et charges.

2.2.9. Charges de communication

Les charges de publicité sont comptabilisées en charges sur la période concernée.

Note 3 : Comparabilité des exercices

Compte-tenu de l'impact non significatif de l'entrée dans le périmètre de la société nouvellement consolidée (Rôtisserie Duc Chalon), il n'a pas été jugé utile de dresser des comptes proforma, ceux-ci n'apportant aucune information complémentaire.

Dans l'optique de l'application prochaine des normes IFRS, les charges de publicité sont comptabilisées en charge sur la période concernée et non plus en charges à répartir à compter du 1^{er} janvier 2004.

Note 4 : Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2004 comprend les sociétés suivantes :

RAISON SOCIALE	SIREN	% intérêt	% contrôle	Résultat social net après impôt 30/06/2004
Société mère				
DUC, 89 Chailley	722 621 166			-968
Sociétés consolidées par intégration globale				
SCEA DE VARENNES, 89 Chailley	384 018 644	100,00	100,00	18
CHAROLLES ACCOUVAGE, 89 Chailley	382 094 092	100,00	100,00	24
NUTRI-BOURGOGNE, 89 Chailley	401 735 352	100,00	100,00	29
DROME ACCOUVAGE, 89 Chailley	343 580 981	100,00	100,00	7
SOVIGARD, 89 Chailley	339 457 178	100,00	100,00	-7
LAGUILLAUMIE, 89 Appoigny	426 520 060	100,00	100,00	-835
DUC DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL, 89 Chailley	433 278 892	69,96	69,96	-2
SCI DE LA TIRANDIERE, 89 Chailley	390 363 463	100,00	100,00	3
SCI DE VARENNES, 89 Chailley	385 025 440	100,00	100,00	ns
ROTISSERIE DUC DIJON, 89 Chailley	448 423 053	100,00	100,00	-60
ROTISSERIE DUC DOLE, 89 Chailley	449 274 638	100,00	100,00	-21
ROTISSERIE DUC SAINT ETIENNE, 89 Chailley	448 655 134	100,00	100,00	-50
ROTISSERIE DUC AUXERRE, 89 Chailley	450 509 823	100,00	100,00	-17
ROTISSERIE DUC CHALON, 89 Chailley	452 279 615	100,00	100,00	-25

La société ROTISSERIE DUC CHALON a été créée au cours de l'exercice.

DUC détient 48% des titres de la société CDFI, SARL au capital de 100 000 €. Cette société dont l'activité a démarré au 1^{er} juin 2004 a été laissée en dehors du périmètre de consolidation car elle ne représente qu'un intérêt négligeable par rapport à l'objectif d'image fidèle que doivent donner les comptes consolidés.

La société DUC ne détient pas d'autre participation dont le pourcentage de détention par le groupe serait supérieur à 20% et qui devrait être consolidée.

NOTES SUR LE BILAN

Note 5 : Immobilisations incorporelles

VALEURS BRUTES	31/12/2003	Acquisitions	Cessions	Mouvements	30/06/2004
Concessions, brevets, licences	228	44		7	279
Fonds de commerce	88	40	-20		108
Autres immos incorporelles	15				15
TOTAUX	331	84	-20	7	402

AMORTISSEMENTS	31/12/2003	Dotations	Reprises	Mouvements	30/06/2004
Concessions, brevets, licences	228	1			229
Fonds de commerce	17	3			20
Autres immos incorporelles	8	2			10
TOTAUX	253	6			259

VALEURS NETTES	31/12/2003	30/06/2004
Concessions, brevets, licences		50
Fonds de commerce	71	88
Autres immos incorporelles	7	5
TOTAUX	78	143

Note 6 : Immobilisations corporelles

6.1 Analyses et variations

VALEURS BRUTES	31/12/2003	Acquisitions	Cessions	Mouvements	Cession internes	30/06/2004
Terrains	340					340
Constructions	14 451	110	-64	236		14 733
Inst. et agencements	11 172	39	-64			11 147
Matériel et outillage	12 816	601	-327	239	-46	13 283
Matériel de transport	54	5	-14			45
Matériel de bureau	416		-11			405
Immobilisations en cours	1 418	1 190		-504		2 104
TOTAUX	40 667	1 945	-480	-29	-46	42 057

AMORTISSEMENTS	31/12/2003	Dotations	Reprises	Mouvements	Cession internes	30/06/2004
Terrains	9					9
Constructions	10 805	314	-1			11 118
Inst. et agencements	9 348	199	-62			9 485
Matériel et outillage	9 652	605	-96		-51	10 110
Matériel de transport	32	2	-13			21
Matériel de bureau	349	19	-10			358
TOTAUX	30 195	1 139	-182		-51	31 101

VALEURS NETTES	31/12/2003
Terrains	331
Constructions	3 646
Inst. et agencements	1 824
Matériel et outillage	3 164
Matériel de transport	22
Matériel de bureau	67
Immobilisations en cours	1 418
TOTAUX	10 472

30/06/2004
331
3 615
1 662
3 173
24
47
2 104
10 956

6.2 Contrats de crédit-bail

Le groupe DUC a opté pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail dans les comptes consolidés.

Les montants des immobilisations en crédit-bail et les amortissements correspondant présentés dans le tableau ci-après sont inclus dans les immobilisations corporelles ci-dessus (note 6.1.).

VALEURS BRUTES	31/12/2003	Acquisitions	30/06/2004
Terrains	15		15
Constructions	953		953
Matériel et outillage	1 960	215	2 175
TOTAUX	2 928	215	3 143

AMORTISSEMENTS	31/12/2003	Dotations	30/06/2004
Constructions	143	24	167
Matériel et outillage	662	205	867
TOTAUX	805	229	1 034

VALEURS NETTES	31/12/2003	30/06/2004
Terrains	15	15
Constructions	810	786
Matériel et outillage	1 298	1 308
TOTAUX	2 123	2 109

Note 7 : Immobilisations financières

VALEURS BRUTES	31/12/2003	Acquisitions	Cessions	30/06/2004
Titres de participation	5	49		54
Autres titres immobilisés	9			9
Prêts et autres immos fin.	1 478	96	-100	1 474
TOTAUX	1 492	145	-100	1 537

PROVISIONS	31/12/2003	Dotations	Reprises	30/06/2004
Titres de participation				
Autres titres immobilisés	2			2
Prêts et autres immos fin.	11			11
TOTAUX	13			13

VALEURS NETTES	31/12/2003	30/06/2004
Titres de participation	5	54
Autres titres immobilisés	7	7
Prêts et autres immos fin.	1 467	1 463
TOTAUX	1 479	1 524

Note 8 : Stocks

VALEURS BRUTES	30/06/2004	31/12/2003
Matières premières et approvisionnements	1 611	1 867
En-cours élevage	4 802	4 489
Produits finis	1 223	1 297
TOTAUX	7 636	7 653

PROVISIONS	30/06/2004	31/12/2003
Produits finis		10
TOTAUX		10

VALEURS NETTES	30/06/2004	31/12/2003
Matières premières et approvisionnements	1 611	1 867
En-cours élevage	4 802	4 489
Produits finis	1 223	1 287
TOTAUX	7 636	7 643

Note 9 : Créances**9.1 Détail des créances**

VALEURS BRUTES	30/06/2004	31/12/2003
Clients	11 678	13 233
Clients douteux	1 927	1 917
Créances fiscales et sociales	3 028	2 989
Autres créances d'exploitation	22 262	22 202
Impôts différés actif	7 024	7 024
TOTAUX	45 919	47 365

PROVISIONS	30/06/2004	31/12/2003
Provision sur clients douteux	1 564	1 557
Provisions sur autres créances d'exploitation	21 255	21 267
TOTAUX	22 819	22 824

VALEURS NETTES	30/06/2004	31/12/2003
Clients	11 678	13 233
Clients douteux	363	360
<i>sous-total clients et comptes rattachés</i>	<i>12 041</i>	<i>13 593</i>
Créances fiscales et sociales	3 028	2 989
Autres créances d'exploitation	1 007	935
Impôts différés actif	7 024	7 024
<i>sous-total autres créances</i>	<i>11 059</i>	<i>10 948</i>
TOTAUX	23 100	24 541

Le poste « autres créances d'exploitation » se compose essentiellement de comptes courants vis à vis de BSA BOURGOIN d'un montant de 21 115 K€ (provisionnés à 100% depuis le 31/12/2000).

9.2 Echancier des créances

CREANCES	montant	A 1 an au plus	Plus d'un an Moins de 5 ans
Clients	11 678	11 678	
Clients douteux	1 927	1 927	
Créances fiscales et sociales	3 027	3 027	
Autres créances d'exploitation	22 262	21 422	840
Impôts différés actifs	7 024	217	6 807
TOTAUX	46 559	38 915	7 644

Note 10 : Valeurs mobilières de placement

VALEURS BRUTES	30/06/2004	31/12/2003
Actions DUC	453	436
SICAV	456	9
TOTAUX	909	445

PROVISIONS	30/06/2004	31/12/2003
Actions DUC	78	60
SICAV		
TOTAUX	78	60

VALEURS NETTES	30/06/2004	31/12/2003
Actions DUC	375	376
SICAV	456	9
TOTAUX	831	385

La valeur boursière au 30/06/2004 des actions DUC détenues par le Groupe est de 375 K€.

Note 11 : Comptes de régularisation actif

COMPTES DE REGULARISATION	30/06/2004	31/12/2003
Charges constatées d'avance	207	142
Charges à répartir	2	47
TOTAUX	209	189

NATURE DES CHARGES A REPARTIR	Début d'exercice	Augmentation	Dotation 30/06/2004	Solde en fin d'exercice
Frais publicitaires	47		-45	2

Note 12 : Variation des capitaux propres du groupe et des intérêts minoritaires

En K€

	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat	Capitaux propres du groupe	Intérêts minoritaires
Au 31/12/2002	988 493	9 193	2 040	1 822	-3 336	9 719	-26
Résultat :							
- affectation du résultat				-3 336	3 336		
- résultat de l'exercice					-1 160	-1 160	-2
Au 31/12/2003	988 493	9 193	2 040	-1 514	-1 160	8 559	-28
Résultat :							
- affectation du résultat				-1 160	1 160		
- résultat de l'exercice					-1 949	-1 949	
Augmentation de capital	307 529	2 860	1 981			4 841	
Elimination des PV non retraitées				5		5	
Au 30/06/2004	1 296 022	12 053	4 021	-2 669	-1 949	11 456	-28

Au 1/01/2004, Duc détenait 22 447 de ses actions. Au cours du 1^{er} semestre 2004, 1 008 actions ont été acquises et aucune action n'a été cédée. Au 30/06/2004, Duc détient donc 23 455 de ses actions qui sont comptabilisées en valeurs mobilières de placement.

Note 13 : Provisions pour risques et charges

PAR NATURE	30/06/2004	31/12/2003
Provision pour indemnités de retraite	986	903
Ecart d'acquisition passif	314	324
Provisions pour risques	93	93
TOTAUX	1 393	1 320

Note 14 : Dettes

14.1 Détail des dettes

DETTES	30/06/2004	31/12/2003
Emprunts auprès des établissements de crédit	8 198	11 348
Emprunts et dettes financiers divers	110	105
<i>Sous-total emprunts et dettes financières</i>	<i>8 308</i>	<i>11 453</i>
<i>Sous-total fournisseurs</i>	<i>16 637</i>	<i>16 154</i>
Dettes fiscales et sociales	6 996	7 262
Autres dettes d'exploitation	65	320
<i>Sous-total autres dettes</i>	<i>7 061</i>	<i>7 582</i>
TOTAUX	32 006	35 189

Le poste « autres dettes » se compose :

- d'avoirs à établir et de ristournes à payer pour 34 K€ ;
- de dettes diverses pour 31 K€.

14.2 Echancier des dettes

DETTES	Montant	A 1 an au plus	Plus d'un an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des ets de crédit à plus d'un an à l'origine	1 375	597	754	24
Emprunts auprès des ets de crédit à un an maximum à l'origine	5 144	5 144		
Dettes financières de crédit-bail	1 679	542	1 126	11
Emprunts et dettes fin. Divers	110	110		
Fournisseurs	16 637	16 637		
Dettes fiscales et sociales	6 996	6 996		
Autres dettes	65	65		
	30/06/2004	32 006	30 091	1 880
	31/12/2003	35 189	33 031	2 091

Toutes les dettes sont libellées en euros, le Groupe n'a pas de dettes en devises.

Note 15 : Comptes de régularisation passif

La somme de 265 K€ portée à ce compte correspond à la subvention nette allouée pour financer partiellement le crédit-bail immobilier sur un ensemble à usage de bureaux et de local informatique, situé à Chailley, acquis par la société DUC. Cette subvention de 305 K€ à l'origine est reprise au résultat selon le même plan d'amortissement que l'ensemble immobilier qu'elle finance (20 ans), soit une reprise de 7 K€ sur l'exercice.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 16 : Ventilation du chiffre d'affaires

16.1 Ventilation par zones géographiques

ZONES GEOGRAPHIQUES	France	Export	30/06/2004	31/12/2003
Ventes de marchandises	5		5	6
Production vendue de biens	53 425	3 817	57 242	112 972
Prestations de services	1 337	239	1 576	2 582
TOTAUX	54 767	4 056	58 823	115 560

ZONES GEOGRAPHIQUES EN % DU CHIFFRE D'AFFAIRES	30/06/2004	31/12/2003
France	93%	92%
Bénélux	5%	5%
Autres	2%	3%
TOTAUX	100%	100%

16.2 Ventilation par types de produits finis

TYPES DE PRODUITS	30/06/2004	31/12/2003
Découpe poulet	52%	51%
Poulet entier	31%	31%
Découpe dinde	15%	15%
Autres	2%	3%
TOTAUX	100%	100%

16.3 Ventilation par catégories

CATEGORIES DE PRODUITS	30/06/2004	31/12/2003
Libre service	50%	51%
Rôtissoire	16%	16%
Déclassé et grossistes	29%	25%
Autres	5%	8%
TOTAUX	100%	100%

Note 17 : Charges de personnel

17.1 Ventilation des frais de personnel

FRAIS DE PERSONNEL	30/06/04	31/12/03
Salaires et traitements	8 554	17 658
Charges sociales	3 154	6 296
TOTAUX	11 708	23 954

17.2 Ventilation des effectifs

EFFECTIFS	30/06/2004	31/12/2003
Cadres	28	25
Agents de maîtrise	64	67
Employés et ouvriers	789	833
TOTAUX	881	925

Note 18 : Dotations aux amortissements et aux provisions d'exploitation

NATURE	30/06/2004	31/12/2003
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 193	2 691
Dotations aux provisions sur actif circulant	14	162
Dotations aux provisions pour risques et charges	83	273
TOTAUX	1 290	3 126

Note 19 : Résultat financier

Les produits financiers sont composés essentiellement de charges d'intérêts. Les charges financières correspondent principalement aux intérêts sur l'affacturage.

Note 20 : Résultat exceptionnel

ELEMENTS DE RESULTAT EXCEPTIONNEL	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels	Résultat exceptionnel
Charges et produits sur opérations de gestion	1		-1
Cession des éléments d'actifs	280	248	-32
Dotations ou reprises de provisions	70	71	1
Quote-part de subvention		8	8
TOTAUX	351	327	-24

Note 21 : Impôts sur les bénéfices et impôts différés

21.1 Ventilation de l'impôt sur les résultats

L'impôt sur le bénéfice au compte de résultat comprend :

VENTILATION	30/06/2004	31/12/2003
Impôts courants	70	52
Impôts différés		-1 828
TOTAUX	70	-1 776

21.2 Analyse des bases d'imposition

LIBELLE DES BASES	BASES D'IMPOT DIFFERE ACTIF	IMPOT DIFFERE CORRESPONDANT
Organic	173	59
Effort construction	73	25
Plus-value de cession interne	89	31
Provision pour indemnités de retraite	903	310
Autres bases d'actif d'impôt	377	129
Déficits fiscaux et ARD	19 119	6 564
TOTAUX	20 734	7 118

LIBELLE DES BASES	BASES D'IMPOT DIFFERE PASSIF	IMPOT DIFFERE CORRESPONDANT
Charges à répartir	47	16
Provisions règlementées	32	11
Crédit bail	104	36
Autres bases de passif d'impôt	92	32
TOTAUX	275	94

21.3 Intégration fiscale

L'option pour le régime de l'intégration fiscale a été renouvelée pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2003, les sociétés créées au cours de l'exercice 2003 ont opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2004. La société DUC constitue donc un groupe fiscal avec ses filiales Charolles Accoupage, Drôme Accoupage, Laguillaumie, Nutri-Bourgogne et Rôtisserie Duc Auxerre, Rôtisserie Duc Dijon, Rôtisserie Duc Dole et Rôtisserie Duc Saint Etienne. Conformément aux dispositions de la convention d'intégration fiscale, l'économie d'impôt, résultant de la prise en compte du déficit fiscal de la filiale, reste acquise à la société mère.

Les sociétés SCEA de Varennes, SCI de la Tirandière et SCI de Varennes sont des sociétés civiles transparentes fiscalement.

Note 22 : Rémunération des organes de direction et d'administration

Au titre du 1^{er} semestre 2004, il a été versé 90 K€ aux mandataires sociaux du groupe DUC. Le montant total des rémunérations versées aux six salariés membres du comité de direction s'est élevé à 214 K€.

Note 23 : Engagements financiers (hors bilan)**23.1 Engagements donnés**

ENGAGEMENTS DONNES	30/06/2004	31/12/2003
Intérêts sur emprunts non échus	92	134
Effets escomptés non échus	636	200
TOTAUX	728	334

23.2 Engagements versés

ENGAGEMENTS VERSES	30/06/2004	31/12/2003
Dépôt de garantie sur emprunt	11	11
TOTAUX	11	11

23.3 Engagements reçus

Dans le cadre du montage financier de la construction de la station d'épuration du site de Saint Bauzély, il a été convenu que chaque entrepreneur remettrait à DUC une caution au lieu de pratiquer une retenue de garantie sur les facturations. DUC bénéficie donc d'une caution de 63 K€ émise par Le Crédit Industriel et Commercial en garantie des sommes qui pourraient être dues par la société Ondéo Degrémont, d'une caution de 31 K€ émise par la Banque SANPAOLO en garantie des sommes qui pourraient être dues par la société RAMPA Construction, et d'une caution de du Crédit Agricole du Midi d'un montant de 8 K€ en garantie des sommes qui pourraient être dues par la société SLE COMECA.

Note 24 : Engagements hors bilan

La société DUC a consenti à la Banque Populaire de Bourgogne un nantissement sur son fonds de commerce en garantie du remboursement d'un prêt de 610 K€ euros en principal, à compter de mars 2002 et jusqu'au complet remboursement du prêt en 2009.

La société DUC a consenti à la SCI DE GAULLE une caution solidaire du paiement des loyers des locaux anciennement occupés par la Rôtisserie Duc Saint Etienne qui a cédé son fonds de commerce, cette caution est limitée à un montant maximum de 13 860 € et prendra fin le 31 décembre 2006.

Note 25 : Résultat de base et résultat dilué par action

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net revenant à l'entreprise consolidante, soit -1 949 K€, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, soit 1 039 747 actions. Ce nombre d'actions a été déterminé en prenant en compte les 307 529 actions nouvellement créées en mai 2004 suite à l'augmentation de capital.

Le calcul du résultat net dilué par action est semblable au calcul du résultat net de base par action. Le résultat net de l'exercice (part du groupe) et le nombre moyen pondéré d'actions sont néanmoins ajustés de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires. Comme il n'existe pas d'instrument donnant droit à un accès différé au capital de DUC, le résultat net dilué par action est identique au résultat de base par action.

3. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR DE LA SOCIETE DUC ET DU GROUPE

Activité du Groupe DUC au cours du 1^{er} semestre 2004 :

- Premiers résultats liés aux efforts de diversification
- Création d'une joint-venture pour accélérer le développement de l'activité halal

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2004	30 juin 2003	Variation
Produits d'exploitation	60,1	58,5	+ 2,7%
Résultat d'exploitation	(1,6)	(1,9)	-
Résultat courant	(1,9)	(2,2)	-
Résultat net	(1,9)	(0,9)	-

Duc, dans un contexte fortement déprimé, enregistre une hausse de 2,74% de ses produits d'exploitation à 60,1 millions d'euros contre 58,5 millions d'euros sur la même période de l'exercice précédent.

Cette augmentation de l'activité traduit l'effet bénéfique des efforts de diversification de ses marchés (grossistes, RHF, musulmans) et de ses produits. Duc présente aujourd'hui une gamme complète de volailles de qualité, s'adaptant ainsi à tous les créneaux de consommation.

La forte demande de produits halal a conduit Duc à signer le 25 octobre dernier un partenariat sous forme de joint-venture avec SCV, son premier client dans ce segment. Ce dernier acquiert, par le biais d'une augmentation de capital, 50% de Laguillaumie, filiale de Duc. Le site abattoir d'Appoigny sera désormais entièrement dédié aux volailles « halal ». C'est la première fois qu'un industriel national de la volaille contribue au développement d'une plateforme 100% halal destinée à ses six millions de consommateurs. L'opération va en outre, permettre à Duc de structurer financièrement Laguillaumie, d'apporter de la valeur ajoutée à son activité, d'augmenter par sa spécialisation la productivité du site et d'optimiser les coûts de contrôle.

La première augmentation de capital de 4,7 millions d'euros réalisée en début d'exercice, a permis de financer plusieurs investissements dont une ligne de filetage, une chaîne de découpe, une salle d'éviscération. Ces investissements répondent au double objectif d'amélioration des performances industrielles au cours des mois à venir et de mise en conformité avec les normes industrielles les plus exigeantes.

Malgré la priorité accordée à la réduction des charges, la hausse spectaculaire du prix des matières premières a encore pesé lourdement sur les marges et altéré les résultats. Le résultat d'exploitation, en perte de 1,6 millions d'euros, marque cependant par rapport à 2003 une amélioration qui devrait se poursuivre au dernier trimestre.

Pour le deuxième semestre 2004, DUC affiche quatre priorités :

- Finaliser la joint-venture et réorganiser les sites d'Appoigny et de Chailley.
- Signer un contrat supplémentaire de transfert de savoir faire à l'international.
- Renforcer son pôle commercial avec l'arrivée d'un nouveau directeur commercial.
- Réussir le lancement de quatre saveurs de la gamme « Passeport des saveurs » en Facil'cuisson (provençal, créole, indien et mexicain) : des poulets entiers déjà épicés, et vendus en sachet cuisson.